

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Egalité des Chances, le 13 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections des chambres législatives fédérales, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et des Conseils de Communauté et de Régions", a donné le 2 août 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 13 juni 2000 door de Vice-Eerste Minister, Minister van de Gelijke Kansen verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot verzekering van een gelijke aanwezigheid van mannen en vrouwen op de lijsten van de candidatures voor de verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van de Gemeenschaps- en Gewestraden", heeft op 2 augustus 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le présent avant-projet tend à imposer la parité entre les hommes et les femmes se présentant sur les listes de candidatures aux élections des chambres législatives fédérales, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et des Conseils de Communautés et de Régions.

Par le passé, la section de législation a, à plusieurs reprises, relevé l'inconstitutionnalité de projets de loi tendant à imposer une présence minimale de représentants de chaque sexe sur les listes électorales (1).

Dans son avis L. 29.910/2, la section de législation a indiqué qu'afin d'écarter les objections soulevées par de tels projets, il conviendrait d'inscrire une disposi-

(1) Avis L. 22.066/2, donné le 8 mars 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections législatives, provinciales et communales"; avis L. 22.885/2, donné le 17 novembre 1993, sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections", doc. parl., Chambre, n° 1316/1, session ordinaire 1993-1994; avis L. 29.910/2, donné le 3 avril 2000, sur un avant-projet de loi visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des chambres législatives fédérales, du Parlement européen, du Conseil de la Communauté germanophone et des conseils provinciaux et communaux.

tion dans la Constitution visant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux (1).

Ainsi qu'en fait mention la demande d'avis, le Gouvernement a déposé une proposition de révision de la Constitution tendant à insérer un article 10bis dans la Constitution, dont l'alinéa 1er serait rédigé comme suit :

"Le droit des femmes et des hommes à l'égalité est garanti. La loi, le décret et la règle visée à l'article 134 favorisent l'égal exercice de leurs droits et libertés, et notamment leur égal accès aux mandats électifs et publics.".

L'avis du Conseil d'Etat doit dès lors être émis sous la réserve expresse que le texte de l'article 10bis, alinéa 1er, qui sera finalement adopté sera bien conforme au texte ainsi proposé par le Gouvernement ou qu'en tout cas, s'il fait l'objet de modifications, il maintiendra la possibilité d'adopter les mesures envisagées par le projet examiné.

2. La loi en projet tend à instaurer la parité entre les femmes et les hommes sur les listes électorales déposées non seulement pour les élections des Chambres fédérales, mais également pour l'élection des Conseils de Communautés et de Régions.

(1) Voir en ce sens, notamment, l'avis L. 21.990/VR du 18 décembre 1992 sur une proposition de loi spéciale "visant à achever la structure fédérale de l'Etat (doc. parl., Sénat, sess. 1992-1993, n° 558/2, p. 2) et l'avis L. 22.885/2 du 17 novembre 1993 précité.

La question se pose de savoir si une loi adoptée à la majorité ordinaire peut imposer une telle règle en ce qui concerne l'élection des Conseils de Communautés et de Régions, autres que celui de la Communauté germanophone.

L'article 118, § 1er, de la Constitution prévoit en effet que "sauf pour ce qui concerne le Conseil de la Communauté germanophone", la loi qui règle les élections des Conseils de Communautés et de Régions, doit être adoptée à la majorité spéciale.

Ainsi que la section de législation l'a observé très récemment, à propos d'un avant-projet de loi spéciale modifiant la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vue de réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et de supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection du Conseil flamand, du Conseil régional wallon et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale,

"La Constitution n'impose, toutefois, pas que la loi spéciale détermine elle-même de manière exhaustive l'ensemble des prescriptions nécessaires à régler une matière pour laquelle une majorité spéciale est requise.

Comme pour toute matière que la Constitution réserve au législateur, une délégation reste possible pour autant qu'elle ne porte que sur des éléments secondaires.

Les lois spéciales adoptées pour réformer les institutions contiennent d'ailleurs, à plusieurs endroits, des renvois à des dispositions prises ou à prendre tantôt par le Roi, tantôt par le législateur ordinaire.

.../...

La pratique consistant pour la loi spéciale à renvoyer à la loi ordinaire pour l'exécution de dispositions qu'elle contient est d'ailleurs implicitement reconnue par l'article 77, alinéa 1er, 4°, qui soumet au bicaméralisme intégral les lois à adopter à la majorité spéciale «ainsi que les lois prises en exécution de celles-ci».

C'est précisément dans le souci d'éviter tout reproche d'inconstitutionnalité que pourrait susciter une loi ordinaire réglant les élections des conseils régionaux et communautaires que l'auteur du présent avant-projet de loi spéciale y a inscrit une disposition, l'article 12, qui prévoit que :

"Les modalités de l'élection du Conseil flamand, du Conseil régional wallon et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne sont pas réglés par la présente loi spéciale sont déterminés par la loi ordinaire."

Compte tenu de ce qui précède, le début de l'article 12 serait mieux rédigé comme suit :

«Les mesures présentant un caractère accessoire ou de détail en vue de l'organisation de l'élection ... (la suite comme au projet).» (1).

Une disposition qui, comme celle en projet, dispose que sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un, et que les deux premiers candidats de chacune des listes doivent être de sexe différent, ne saurait être considérée comme une mesure secondaire, accessoire ou de détail (2).

(1) Avis L. 30.168/2, donné le 28 juin 2000.

(2) Voir l'avis L. 22.885/2 du 17 novembre 1993 précité, dans lequel le Conseil d'Etat a fait observer que les dispositions relatives aux élections régionales destinées à assurer une représentation équilibrée des hommes et des femmes sur les listes électorales, en exécution d'une disposition constitutionnelle en ce sens, devait être adoptée à la majorité spéciale.

L'article 10bis de la Constitution, tel que proposé par le Gouvernement, indique du reste que l'égal exercice, par les femmes et les hommes, de leurs droits et libertés, et notamment leur égal accès aux mandats électifs et publics est favorisé par "la loi, le décret et la règle visée à l'article 134". Une telle formulation traduit la volonté de ne pas réserver à la compétence du législateur fédéral la mise en oeuvre de la disposition constitutionnelle envisagée, mais bien de confier celle-ci aux différents législateurs. Ceux-ci ne pourraient toutefois adopter les mesures visées par cette disposition nouvelle que dans les limites de leurs compétences. Or, comme il vient d'être précisé, il résulte de l'article 118 de la Constitution que la législation électorale des Communautés et des Régions relève du législateur fédéral (1).

3. L'article 7 du projet ne peut également, mais pour d'autres raisons, être adopté tel quel par la loi ordinaire.

Il tend en effet à charger chaque assemblée, de procéder, dans les six mois de son élection, à une évaluation des effets de la présente loi sur la présence d'élues en son sein.

(1) Il est vrai qu'en vertu de l'article 118, § 2, de la Constitution, une loi spéciale peut, au titre de l'autonomie constitutive, désigner "celles des matières relatives à l'élection (...) du Conseil de la Communauté française, du Conseil de la Région wallonne et du Conseil de la Communauté flamande qui sont réglées par ces Conseils". A ce jour, aucune législation n'a cependant été adoptée en ce sens pour les matières visées par le projet examiné.

Une telle disposition relève en effet des règles de fonctionnement des Conseils de Communautés et de Régions, qui, sauf en ce qui concerne la Communauté germanophone, doivent être adoptées à la majorité spéciale, conformément aux articles 39 et 115, § 1er, de la Constitution.

4. L'article 123, alinéa 3, 6°, du Code électoral permet aux listes qui ne respectent pas les règles relatives à leur composition équilibrée, visées par l'article 117bis du même code, de déposer un acte rectificatif ou complémentaire. L'alinéa 4 de cette disposition précise que dans cette hypothèse, l'acte rectificatif ou complémentaire peut comprendre le nom d'un ou de plusieurs candidats nouveaux, mais que l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté ne peut être modifié.

L'article 117bis en projet (article 2 du projet) institue une double règle, l'une portant sur le nombre de candidats de chaque sexe de la liste, l'autre sur l'ordre de présentation de ces candidats, les deux premières places devant être occupées par des candidats de sexe différent.

La question se pose dès lors de savoir s'il ne convient pas de modifier également l'article 123, alinéa 4.

En effet, dans l'hypothèse d'une liste qui respecterait l'alinéa 1er de l'article 117bis en projet, mais qui ne serait pas conforme à l'alinéa 2, il paraît raisonnable de permettre le dépôt d'un acte rectificatif se limitant à modifier l'ordre de présentation.

.../...

L'observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet, dès lors que les lois qui régissent les élections des conseils des entités fédérées leur rendent applicables l'article 123 du Code électoral (1).

OBSERVATIONS FINALES

Dans l'intitulé du chapitre IV, ainsi que dans la phrase liminaire de l'article 4, il convient d'écrire :

"loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone."

Le texte néerlandais du projet n'a pas été rédigé soigneusement. A ce propos, il est renvoyé aux propositions de texte faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Article 12, § 3, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale; article 24, § 3, de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone; article 15, § 3, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het onderhavige voorontwerp strekt ertoe pariteit voor te schrijven tussen mannen en vrouwen die zich kandidaat stellen op lijsten voor de verkiezing van de federale wetgevende kamers, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de gemeenschaps- en gewestraden.

In het verleden heeft de afdeling wetgeving al herhaaldelijk opgemerkt dat wetsontwerpen die tot doel hebben te bepalen dat verkiezingslijsten een minimumaantal kandidaten van beiderlei kunne moeten tellen, ongrondwettig zijn (1).

In advies L. 29.910/2 heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat, om tegemoet te komen aan de bezwaren waartoe zulke ontwerpen aanleiding geven, in de Grondwet een bepaling zou moeten worden ingevoegd om de gelijke toegang

(1) Advies L. 22.066/2 van 8 maart 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige spreiding van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen"; advies L. 22.885/2 van 17 november 1993 over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen", Gedr. St., Kamer, nr. 1316/1, gewone zitting 1993-1994; advies L. 29.910/2 van 3 april 2000 over een voorontwerp van wet "tot beperking met de helft van de devolutieve kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, het Europese Parlement, de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de provincie- en gemeenteraden".

van mannen en vrouwen tot door verkiezing verkregen mandaten te bevorderen (1).

Zoals in de adviesaanvraag wordt vermeld, heeft de Regering een voorstel tot herziening van de Grondwet ingediend om in de Grondwet een artikel 10bis in te voegen, waarvan het eerste lid als volgt zou luiden :

"Het recht van de mannen en van de vrouwen op gelijkheid is gewaarborgd. De wet, het decreet en de regel, bedoeld in artikel 134 van de Grondwet, bevorderen de gelijke uitoefening van hun rechten en vrijheden, en meer bepaald hun gelijke toegang tot de door verkiezing verkregen mandaten en de overheidsmandaten.".

Het advies van de Raad van State moet dus worden gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de tekst van artikel 10bis, eerste lid, die uiteindelijk zal worden aangenomen, in overeenstemming zal zijn met de aldus door de Regering voorgestelde tekst of dat die uiteindelijke tekst in elk geval, mochten er wijzigingen in worden aangebracht, de mogelijkheid zal blijven inhouden om de maatregelen te nemen die in het onderzochte ontwerp worden gepland.

2. De ontworpen wet strekt ertoe pariteit tussen mannen en vrouwen op verkiezingslijsten in te voeren, niet alleen voor verkiezingen van de federale kamers, maar ook voor die van de gemeenschaps- en gewestraden.

(1) Zie in die zin inzonderheid advies L. 21.990/VR van 18 december 1992 over een voorstel van bijzondere wet "tot vervollediging van de federale Staatsstructuur" (Gedr. St., Senaat, zitting 1992-1993, nr. 558/2, blz. 2) en het voornoemde advies L. 22.885/2 van 17 november 1993.

De vraag rijst of zulk een regel voor de verkiezing van de gemeenschaps- en gewestraden, met uitzondering van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, kan worden opgelegd via een wet die bij gewone meerderheid is aangenomen.

Artikel 118, § 1, van de Grondwet bepaalt immers dat de wet waarbij de verkiezing van de gemeenschaps- en gewestraden wordt geregeld, "behoudens voor de Raad van de Duitstalige Gemeenschap" met bijzondere meerderheid moet worden aangenomen.

Zo heeft de afdeling wetgeving zeer onlangs nog in verband met een voorontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, tot beperking met de helft van de devolutieve kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het volgende opgemerkt :

"De Grondwet legt evenwel niet op dat de bijzondere wet zelf op exhaustieve wijze alle voorschriften vaststelt die nodig zijn om een aangelegenheid te regelen waarvoor een bijzondere meerderheid vereist is.

Zoals voor iedere materie die de Grondwet uitsluitend in handen legt van de wetgever, blijft een delegatie mogelijk voorzover ze alleen slaat op toekomstige zaken.

.../...

In de bijzondere wetten die zijn goedgekeurd met het oog op de hervorming van de instellingen, wordt trouwens op verscheidene plaatsen verwezen naar bepalingen die nu eens door de Koning, dan weer door de gewone wetgever zijn of moeten worden genomen.

De handelwijze waarbij in de bijzondere wet verwezen wordt naar de gewone wet voor de tenuitvoerlegging van bepalingen die ze bevat, wordt trouwens impliciet erkend door artikel 77, eerste lid, 4°, dat voorschrijft dat wetten die met een bijzondere meerderheid moeten worden goedgekeurd, «evenals de wetten ter uitvoering hiervan», onder het volledige bicameralisme vallen.

Juist om te voorkomen dat grondwettigheidsbezwaren zouden worden opgeworpen wanneer de verkiezing van de gewest- en de gemeenschapsraden bij een gewone wet wordt geregeld, heeft de steller van het onderhavige voorontwerp van bijzondere wet in die bijzondere wet een bepaling opgenomen, artikel 12, waarin het volgende staat :

"De modaliteiten voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad die niet geregeld worden door deze bijzondere wet, worden bepaald door de gewone wet."

Rekening houdend met het voorgaande, zou het beter zijn het begin van artikel 12 als volgt te stellen :

«Bijkomstige maatregelen of detailkwesties nopens de verkiezing van ... Raad die niet aan de orde komen in deze bijzondere wet,» (1).

Een bepaling die, zoals de ontworpen bepaling, stelt dat het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht op elk van de lijsten niet groter mag zijn dan één en dat de eerste twee kandidaten van elke lijst van verschillend geslacht moeten zijn, kan niet als een bij-

(1) Advies L. 30.168/2 van 28 juni 2000.

komstige maatregel of een detailkwestie worden beschouwd (1).

In het door de Regering voorgestelde artikel 10bis van de Grondwet staat overigens dat de gelijke uitoefening, door mannen en vrouwen, van hun rechten en vrijheden, en meer bepaald hun gelijke toegang tot door verkiezing verkregen mandaten en overheidsmandaten wordt bevorderd door "de wet, het decreet en de regel, bedoeld in artikel 134". Uit die bewoordingen blijkt de wil om de uitvoering van de geplande grondwetsbepaling niet als een exclusieve bevoegdheid van de federale wetgever te beschouwen, maar ze aan de verschillende wetgevers toe te vertrouwen. Die wetgevers kunnen de maatregelen bedoeld in die nieuwe bepaling evenwel slechts uitvaardigen binnen de grenzen van hun bevoegdheid. Zoals echter zojuist is gesteld, blijkt uit artikel 118 van de Grondwet dat de kieswetgeving van de Gemeenschappen en de Gewesten onder de federale wetgever ressorteert (2).

-
- (1) Zie het genoemde advies L. 22.885/2 van 17 november 1993, waarin de Raad van State opmerkt dat de bepalingen met betrekking tot de regionale verkiezingen die voor een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen moeten zorgen, tot uitvoering van een grondwetsbepaling in die zin, met een bijzondere meerderheid moeten worden aangenomen.
- (2) Krachtens artikel 118, § 2, van de Grondwet kunnen "die aangelegenheden betreffende de verkiezing (...) van de Raad van de Vlaamse Gemeenschap, de Raad van de Franse Gemeenschap en de Raad van het Waalse Gewest die door die Raden worden geregeld", op grond van de "constitutieve autonomie" weliswaar bij een bijzondere wet worden bepaald, maar tot hier toe is er voor de in het onderzochte ontwerp vermelde aangelegenheden nog geen enkele wet in die zin uitgevaardigd.

.../...

3. Artikel 7 van het ontwerp kan evenmin als zodanig bij een gewone wet worden aangenomen, maar om andere redenen.

Dat artikel heeft immers tot doel elke volksvertegenwoordiging binnen zes maanden na haar verkiezing te laten nagaan welke gevolgen deze wet voor het aantal vrouwen onder haar gekozenen heeft.

Zulk een bepaling valt echter onder de regels voor de werkwijze van de gemeenschaps- en gewestraden, die overeenkomstig de artikelen 39 en 115, § 1, van de Grondwet met bijzondere meerderheid moeten worden aangenomen, behalve wat de Duitstalige Gemeenschap betreft.

4. Volgens artikel 123, derde lid, 6°, van het Kieswetboek mag voor lijsten die niet voldoen aan de regels omtrent de evenwichtige samenstelling ervan vermeld in artikel 117bis van hetzelfde wetboek, een verbeterings- of aanvullingsakte worden ingediend. In het vierde lid van die bepaling wordt gepreciseerd dat de verbeterings- of aanvullingsakte in dat geval de naam van één of meer nieuwe kandidaten mag bevatten, maar dat de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van voordracht niet mag worden gewijzigd.

Het ontworpen artikel 117bis (artikel 2 van het ontwerp) voert twee regels in : één over het aantal mannelijke en vrouwelijke kandidaten per lijst en één over de volgorde waarin die kandidaten worden voorgedragen, waarbij de eerste twee plaatsen door kandidaten van verschillend geslacht moeten worden bekleed.

.../...

De vraag rijst bijgevolg of artikel 123, vierde lid, niet eveneens moet worden gewijzigd.

Als een lijst in overeenstemming is met het eerste lid, maar niet met het tweede lid van het ontworpen artikel 117bis, lijkt het immers redelijk dat de mogelijkheid wordt geboden om een verbeteringsakte in te dienen waarin alleen de volgorde van voordracht wordt gewijzigd.

De opmerking geldt voor het hele voorontwerp, aangezien artikel 123 van het Kieswetboek volgens de wetten waarbij de verkiezingen voor de raden van de deelentiteiten worden geregeld, op die verkiezingen van toepassing is (1).

SLOTOPMERKINGEN

In het opschrift van hoofdstuk IV, alsook in de inleidende zin van artikel 4, schrijve men :

"wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.".

(1) Artikel 12, § 3, van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen; artikel 24, § 3, van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen; artikel 15, § 3, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is onzorgvuldig gesteld. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Men schrijve :

"Voorontwerp van wet tot waarborging van een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op kandidatenlijsten voor de verkiezing van de federale wetgevende kamers, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de gemeenschaps- en gewestraden.".

Voordrachtformulier

Men schrijve : "Minister van Gelijke Kansen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 2

In het ontworpen artikel 117bis schrijve men : "mag het verschil" in plaats van "kan het verschil". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 6

In het eerste lid schrijve men : "Bij de eerste volledige vernieuwing van elk gremium na de inwerkingtreding van deze wet, mogen de eerste drie kandidaten van elke lijst ...".

Artikel 7

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Elk gremium evalueert binnen zes maanden nadat het verkozen is, de invloed van deze wet op het aantal vrouwelijke verkozenen in zijn midden.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

J. MESSINNE,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. E. BOSQUET et exposée par M. Y. HOUYET, référendaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. E. BOSQUET en toegelicht door de H. Y. HOUYET, adjunct-referendarissen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN